



**S**yndicat

**P**énitentiaire des

**S**urveillant et Surveillants Brigadiers



## **L'Unité de TOUS les syndicats s'impose ! Que la vérité soit dite !**

Très à l'écoute des Surveillant(e)s perpétuellement éprouvés par des conditions de travail harassantes et impossibles, le SPS avait tenté de sensibiliser toutes les forces syndicales vives, en publiant le 13 mai **2013** un tract intitulé :

***TOUS UNIS !***

***Pour un mouvement national unitaire !***

***Ce ne sont pas les occasions qui manquent !***

À cet appel, FO avait réagi en adressant une lettre d'invitation à 5 syndicats (UFAP, CGT, SPS, CFTC, CFTD) pour qu'ils se réunissent et élaborent une stratégie d'action unitaire.

Pour des raisons que nous ignorons, l'UFAP et la CGT avaient refusé de participer aux réunions de préparation à la lutte commune ainsi qu'aux actions.

**Face à l'immobilisme de Mme TAUBIRA et à sa volonté indéniable d'ignorer la souffrance des Personnels de Surveillance, l'Entente Syndicale SPS - FO avait décidé un Tour de France de la mobilisation des régions pénitentiaires qui avait duré 1 an afin de :**

### **→ Dénoncer l'insécurité révoltante qui règne dans nos établissements !**

- Surpopulation carcérale endémique.
- Prises d'otages à répétitions.
- Émeutes.
- Agents agressés, insultés, menacés par les détenus encouragés à la violence par la politique trop permissive de nos décideurs.
- Évasions et tentatives d'évasion.
- Fermeture scandaleuse des miradors.
- Non-remplacement des départs en retraite.
- Article 57 de la Loi Pénitentiaire qui limite la fouille à corps des détenus, provoque les trafics au sein des détentions et les projections extérieures.
- Article 29 de la Loi Pénitentiaire, véritable mascarade qui donne aux détenus le pouvoir de décision sur les règlements intérieurs des établissements.

### **→ Exiger du gouvernement les moyens humains, matériels, et de coercition, nécessaires pour donner des conditions de travail sécuritaires !**

- Garantir l'autorité des agents.
- Contraindre les détenus à se soumettre à la discipline collective.
- Pourvoir aux nouvelles missions par un véritable recrutement d'agents.

→ **Dénoncer la «pseudo» réforme statutaire et indemnitaire** (signée par l'UFAP en 2013).

→ **Réclamer les États généraux des conditions de travail des Personnels de Surveillance et du fonctionnement des établissements.**

Après avoir maintes fois insisté et tout tenté pour que l'UFAP et la CGT rejoignent la coalition, dès le 24 juin **2013**, le SPS et FO, qui ont su faire abstraction de leurs différences philosophiques, s'étaient engagés dans des actions devant les préfetures, et avaient été les 2 seules organisations syndicales qui s'étaient entendues pour organiser et mener tant d'autres luttes durant toute une année.

En effet, dans cette période, c'est à intervalles réguliers, que l'entente syndicale SPS - FO avait fait étape dans chacune des Directions Interrégionales. Ainsi, ce Tour de France des mobilisations s'est achevé le 26 juin **2014** sur les pavés parisiens et sous les fenêtres de notre Ministre, pour dénoncer ce que les Surveillant(e)s enduraient et endurent encore.

Après avoir boudé l'Unité Syndicale, l'UFAP et la CGT semblent vouloir renaître en organisant entre elles les festivités de leur mariage. Certains y voient celui de la carpe et du lapin. Il faut savoir que le divorce du couple UFAP-CGT est déjà largement consommé sur une question fondamentale : Le statut des Surveillant(e)s, notamment la **Catégorie B** et la **fusion des grades de Surveillant et S<sup>vt</sup> Brigadier** dans une seule et même grille indiciaire permettant à tous les Surveillant(e)s de passer automatiquement S<sup>vt</sup> Brigadier.

Quoi qu'il en soit du mariage UFAP-CGT, les Surveillant(e)s ne sont pas, eux, des lapins de 6 semaines, et bien moins encore la carpe qui gobe l'hameçon ! Tout le monde a bien remarqué que CGT et UFAP tirent à boulets rouges sur la Directrice de l'AP tout en épargnant la Ministre.  
UFAP-CGT-MINISTRE : Un bien drôle de «troupe» syndical et politique !

**Après une si longue léthargie,  
pourquoi les décideurs de l'UFAP et de la CGT se réveilleraient-ils  
seulement maintenant ! Où se trouvaient-ils jusqu'à aujourd'hui  
pendant que les Surveillant(e)s enduraient les pires maux !**

En effet, la situation délétère des établissements pénitentiaires et les conditions de travail dégradées des **Surveillant(e)s en particulier** ne datent pourtant pas d'aujourd'hui ! Elles méritent qu'un très large et fort consensus syndical se constitue. Le SPS, 4<sup>ème</sup> force syndicale pénitentiaire, se tient toujours prêt à s'y associer pour inverser le sort des Surveillant(e)s également accablés par des rythmes de travail infernaux, des heures supplémentaires obligatoires et assujetties à l'impôt, dans un contexte de charges de travail insensées, de rappels quotidiens, de postes découverts quotidiennement !

Les Surveillant(e)s, qui n'ont pas la mémoire courte, n'ont que faire des stratégies, calculs, et autres business syndicaux !

**Les surveillant(e)s ont plus que jamais besoin d'une véritable action unitaire avec TOUS les syndicats ! Dans le cas contraire, il s'agirait bien d'une manœuvre UFAP - CGT, destinée à retrouver un semblant de crédibilité aux yeux de leurs militants et adhérents !**

Le 16 juin 2015, le Bureau Central National